

Paris, le 2 août 1994.

NOTE

à l'attention de  
Monsieur le Président de la République  
(s/c. de Monsieur le Secrétaire Général)

VU

**OBJET : Votre entretien avec le Premier Ministre -  
mercredi 3 août - RWANDA - CAMEROUN.**

**I - RWANDA.**

**1) Voyage du Premier Ministre à Goma.**

M. BALLADUR, accompagné de MM. LEOTARD et ROUSSIN, ainsi que de Mme MICHAUX-CHEVRÏY, s'est rendu le 31 juillet à Goma, puis au Rwanda dans la zone humanitaire sûre.

Pressé par les journalistes de confirmer la date du retrait de nos troupes, M. BALLADUR a déclaré que "si notre action pouvait fragiliser la situation et amener de nouveaux troubles, de nouveaux exodes, c'est bien entendu quelque chose qui pèserait sur notre décision".

Le gouvernement rwandais, déjà agacé par cette visite, a interprété cette déclaration comme la volonté française de prolonger l'opération Turquoise au-delà de la date du 22 août. Ce qu'il ne souhaite pas.

**2) Situation sur le terrain.**

- Si à Goma l'épidémie de choléra ne progresse plus, partout ailleurs les morts se comptent encore par milliers. L'Unicef avance le chiffre de 50.000 morts en quinze jours.

- Le retour des réfugiés au Rwanda reste très limité. La peur du FPR l'emporte toujours. Le Haut-Commissaire aux réfugiés, Mme OGATA elle-même, ne conseille pas le retour faute de garanties suffisantes de la part des autorités de Kigali.

3) Le Premier Ministre devrait évoquer avec vous les points suivants :

- M. BOUTROS-GHALI lui a écrit pour lui demander "une grande flexibilité" quant à la date du retrait de nos troupes. M. BALLADUR devrait vous soumettre un projet de réponse qu'il a demandé au Quai d'Orsay de rédiger en termes vagues afin de ne pas donner l'impression que nous acceptons de rester au Rwanda au-delà du 22 août, ce que lui-même ne souhaite pas. (*Vous trouverez le projet joint à cette note*)

Une nouvelle résolution du Conseil de sécurité impliquant l'accord du gouvernement rwandais, sera certainement nécessaire si nous devons prolonger l'opération Turquoise.

- La relève des forces françaises a commencé avec l'arrivée des contingents africains francophones (500 hommes), qui a permis le retrait de 320 militaires français de Turquoise. La mise en place de 300 Ghanéens de la MINUAR à Gikongoro, devrait nous permettre d'alléger encore notre présence au Rwanda.

Cependant la MINUAR ne paraît pas en mesure d'assurer la totalité de notre relève avant le 21 août. Les Américains (200 hommes à Kigali) veulent limiter au strict minimum leur présence au Rwanda, les Anglais (600 hommes) opèreront dans le nord du pays sur l'axe Kampala-Kigali et les autres contingents annoncés sont toujours en cours de formation. Enfin, le FPR reste hostile à la "minuarisation" des troupes africaines francophones présentes à nos côtés.

*Malgré tout les dernières informations disponibles mardi 2 août au soir permettaient avec l'accès du FPR et l'aide logistique américaine de nous relever pour le 21 août par un bataillon ghanéen, un bataillon éthiopien et notre bataillon africain francophone déjà en place.*

- Le niveau de nos relations avec les autorités de Kigali reste à déterminer. Seuls les Américains semblent avoir aujourd'hui un contact suivi avec le nouveau pouvoir sans avoir toutefois réouvert leur ambassade. Pour notre part nous n'avons aucune relation fiable avec lui.

Le Premier Ministre, comme le suggère Michel ROUSSIN, pourrait demander à la DGSE de nouer des contacts avec le Général KAGAME, l'homme fort à Kigali. Le Quai d'Orsay est réticent sur cette solution car il souhaite garder le contrôle des relations avec le gouvernement rwandais et leur donner un "caractère ouvert" et officiel.

*Mardi 2 août à 19 heures M<sup>r</sup> Juppé a suggéré de reprendre les relations au niveau d'un chargé d'affaires à Kigali. Le Premier Ministre en reçoit d'accord.*

#### Commentaire

Avons-nous un intérêt quelconque à établir des relations suivies et particulières avec ce nouveau régime dont même les plus chauds partisans commencent à découvrir le vrai visage ?

A court terme nous n'avons rien à demander à ce gouvernement qui tient à nous voir quitter le Rwanda dans des conditions les moins valorisantes pour nous.

A moyen terme, s'il ne compose pas avec la majorité hutue, il sera conduit à une dictature s'appuyant sur un ensemble minoritaire tutsi allant de l'Ouganda au Burundi. L'instabilité de la zone des grands lacs

sera garantie pour de nombreuses années. Là encore, il semble urgent d'attendre et de juger sur pièces ce nouveau gouvernement.

*Dans cette double perspective la présence d'un chargé d'affaires apparaît comme largement suffisante.*

## II - CAMEROUN.

Le Premier Ministre vous proposera le retrait du détachement mis en place par la France en février dernier à la suite de l'affaire de Bakassi (un hélicoptère et sept hommes).

La Défense et le Quai d'Orsay sont favorables à cette mesure à laquelle nous ne voyons pas d'inconvénient.

*Dominique Pin*

Dominique PIN

*Quesnot*

Général QUESNOT